



ÊTRE OU NE PAS ÊTRE DE GAUCHE ? RÉFLEXIONS SUR LES FRONTIÈRES DE LA GAUCHE

Alors que la question des alliances « à géométrie variable » fait débat parmi les communistes, cette contribution entend se positionner dans la discussion et mettre en garde contre toute vision figée de l'espace politique. Loin d'être un espace à deux dimensions divisé par une ligne de front claire, il est multiple, mouvant, dynamique : y tracer des frontières, c'est prendre le risque d'avoir toujours un temps de retard ; un appel à en orienter le mouvement.

CONTRIBUTION
DE **MARINE ROUSSILLON**

Le *Trésor de la Langue Française*, dictionnaire de référence, définit ainsi la gauche : « *politique* : côté gauche de l'hémicycle d'une assemblée parlementaire. Par métonymie, l'ensemble des parlementaires qui y siègent ; les idées, les partis (traditionnellement progressistes) qu'ils représentent, l'opinion publique qui les soutient (cf. *droite*) ». La gauche se définit par opposition à son envers – la droite – dans un espace clos, celui de l'assemblée. À cette opposition gauche/droite s'ajoute donc une deuxième opposition, passée sous silence celle-ci, entre l'espace ainsi clivé – l'espace du pouvoir – et son extérieur : ce qui s'étend hors de l'assemblée et n'y est pas représenté. En politique, la gauche est donc une notion relative, qui définit une position à la fois dans l'espace du pouvoir politique et d'un côté du débat démocratique. Les idées, les valeurs, les projets portés par les forces appelées « de gauche » ne sont convoquées que par

parenthèse, et avec prudence : elles sont « traditionnellement progressistes ». Leur base sociale n'intervient pas non plus dans la définition : le « peuple de gauche » n'est rien d'autre que « l'opinion publique qui soutient les partis de gauche ». La gauche est une notion politique, voire politique, pas sociale.

Les exemples qui suivent ces quelques mots de définitions sont révélateurs. D'abord une phrase de François Mauriac, chrétien, résistant et vigoureusement anticommuniste : « Voilà le point où cette goutte de la "Nouvelle Vague" appelée Philippe [Sollers] nous donnera peu de satisfaction, à nous qui avons pris parti et à qui le destin de la nation importe. Être de gauche, c'est pour lui s'opposer à sa famille, à son milieu » (Mauriac, *Bloc-notes*, 1958, p. 38). Puis c'est Charles De Gaulle qui est cité : « Ma résolution était prise. Contraindre l'Assemblée Nationale à me donner raison contre l'extrême-gauche marxiste, c'est à quoi je voulais aboutir » (De Gaulle, *Mémoires de guerre*, 1959, p. 275). Ces deux exemples, choisis par un dictionnaire de

référence pour illustrer les usages du mot « gauche », mettent en lumière trois éléments essentiels : d'abord, la gauche ne se définit que par opposition à la droite ; ensuite, les valeurs et les postures qu'elle recouvre sont un enjeu de conflits en son sein même ; enfin, en France, la tradition marxiste joue un rôle central dans ces conflits. Affirmer son appartenance à la gauche – pour un parti comme pour un individu – n'est donc jamais un simple constat. Il s'agit toujours d'une revendication qui définit en même temps l'identité de celui qui parle et de la gauche elle-même. Les frontières de la gauche sont loin d'être fixées, et aucun critère stable ne permet de les définir : elles sont au contraire l'enjeu de conflits permanents, qui visent à inclure dans l'espace du pouvoir ou au contraire à en exclure des forces, des valeurs, des idées.

Plusieurs facteurs contribuent à aiguïser ces conflits aujourd'hui : la chute de l'URSS a fragilisé la place du PCF et de la tradition marxiste dans l'espace politique, le tournant libéral du PS et des sociaux-démocrates européens les

a rapprochés des partis de droite, enfin, depuis 2012, un gouvernement qui se réclame de la gauche fait face à une opposition qui s'en revendique aussi. Au sein du PCF et chez ses alliés, le débat sur les frontières de la gauche porte essentiellement sur la position du PS : le PS est-il encore de gauche ? Ses renoncements, puis sa persévérance à mener des politiques libérales, ne l'excluent-ils pas de la gauche ? Cependant, ces débats restent minoritaires à gauche et dans la société. Au moins depuis les

« Depuis les années 1970 et l'offensive libérale du socialisme européen, d'autres divisions traversent la gauche, dont l'enjeu est de tenir à distance l'héritage révolutionnaire et marxiste de la gauche française. »

années 1970 et l'offensive libérale du socialisme européen, les débats qui traversent la gauche visent plutôt à en exclure le PCF et à construire une gauche libérée de l'héritage marxiste.

PENSER LA GAUCHE SANS LE PCF

Le conflit sur les frontières de la gauche se joue d'abord au sein de la gauche elle-même. « Extrême gauche », « deuxième » ou « troisième gauche », « gauche radicale »... Autant de termes employés pour redéfinir la gauche, promouvoir des valeurs, exclure des forces et des idées de l'accès au pouvoir.

L'opposition entre la gauche et une gauche « extrême » (rapprochée par l'emploi de ce terme de l'extrême droite – « les extrêmes se rejoignent ») ou « radicale » (le terme est plus ambigu : s'agit-il d'un héritage des radicaux de la III^e République, d'une référence aux racines de la gauche ou d'une dangereuse « radicalisation » propre à mettre en danger la République ?) vise ainsi à exclure les forces se réclamant de la tradition marxiste et révolutionnaire du pouvoir. La gauche qui n'est pas extrême ou radicale est d'ailleurs souvent désignée comme une « gauche de gouvernement » ou une « gauche gestionnaire », c'est-à-dire justement propre à exercer le pouvoir.

Depuis les années 1970 et l'offensive libérale du socialisme européen, d'autres divisions traversent la gauche, dont l'enjeu est de tenir à distance l'héritage révolutionnaire et marxiste de la

gauche française. Michel Rocard théorise ainsi au Congrès de Nantes du PS, en 1977, la possibilité d'une « deuxième gauche, décentralisatrice, régionaliste, héritière de la tradition autogestionnaire, qui prend en compte les démarches participatives des citoyens, en opposition à une première gauche jacobine, centralisatrice et étatique ». Cette « deuxième gauche » joue un rôle essentiel au PS aussi bien que chez les Verts. Plus tard, en réaction à l'évolution social-libérale du PS, Daniel Cohn-Bendit formule le projet d'une « troi-

sième gauche verte », alliant « autonomie et solidarité », qui se distinguerait aussi bien de la « première gauche nationale-productiviste » que de la « deuxième gauche devenue social-libérale ». Chacune de ces définitions crée au sein de la gauche une nouvelle frontière, et formule en même temps le projet de la dépasser : il ne s'agit pas tant de multiplier les gauches que de faire disparaître un héritage, de refonder et de rénover la gauche. Le moteur de ces rénovations successives est double : d'une part, l'exclusion du PCF et plus largement du projet communiste de l'espace de la gauche ; d'autre part, l'intégration du choix libéral du PS dans une tradition « de gauche ».

En 2012, au lendemain de la victoire de François Hollande à la présidentielle et du PS aux législatives, Jean-Chris-

tière de la gauche française. Michel Rocard théorise ainsi au Congrès de Nantes du PS, en 1977, la possibilité d'une « deuxième gauche, décentralisatrice, régionaliste, héritière de la tradition autogestionnaire, qui prend en compte les démarches participatives des citoyens, en opposition à une première gauche jacobine, centralisatrice et étatique ». Cette « deuxième gauche » joue un rôle essentiel au PS aussi bien que chez les Verts. Plus tard, en réaction à l'évolution social-libérale du PS, Daniel Cohn-Bendit formule le projet d'une « troisième gauche verte », alliant « autonomie et solidarité », qui se distinguerait aussi bien de la « première gauche nationale-productiviste » que de la « deuxième gauche devenue social-libérale ». Chacune de ces définitions crée au sein de la gauche une nouvelle frontière, et formule en même temps le projet de la dépasser : il ne s'agit pas tant de multiplier les gauches que de faire disparaître un héritage, de refonder et de rénover la gauche. Le moteur de ces rénovations successives est double : d'une part, l'exclusion du PCF et plus largement du projet communiste de l'espace de la gauche ; d'autre part, l'intégration du choix libéral du PS dans une tradition « de gauche ».

LE PS EST-IL DE GAUCHE ?

Parallèlement à cette offensive, un autre débat se développe au sein du PCF et plus largement du Front de gauche, sur la place du Parti Socialiste : le PS est-il encore de gauche ? La question n'est pas tant une question d'identité qu'une question stratégique et tactique. Ce qui est en jeu, c'est d'une part un choix stratégique – faut-il tenir un discours de rupture ou de rassemble-

« Le parti de Tony Blair devient le théâtre d'un combat politique de fond, qui ne sera pas sans conséquence sur les partis socialistes européens. »

ment ? – et d'autre part sa traduction tactique – est-il encore possible de s'allier avec le PS dans un contexte électoral ? Le débat a été particulièrement vif lors des dernières élections municipales. Le PCF a ainsi été régulièrement accusé par le Parti de Gauche d'adopter une stratégie « à géométrie variable ». On retrouve dans cette expression une spatialisation de la

ment ? – et d'autre part sa traduction tactique – est-il encore possible de s'allier avec le PS dans un contexte électoral ? Le débat a été particulièrement vif lors des dernières élections municipales. Le PCF a ainsi été régulièrement accusé par le Parti de Gauche d'adopter une stratégie « à géométrie variable ». On retrouve dans cette expression une spatialisation de la

► politique qui renvoie à la division droite gauche. Elle reproche au PCF de ne pas délimiter clairement et de manière homogène les frontières de l'espace des alliés possibles, c'est-à-dire les frontières de la gauche. Dans un contexte où ces frontières sont des enjeux de lutte, aussi bien que la définition de la gauche, se sont donc opposés deux choix stratégiques. D'une part celui de figer les frontières pour rompre avec le PS et l'exclure de la gauche – c'est la stratégie des « deux gauches », dont la traduction tactique est le refus systématique de l'alliance – d'autre part, celui de se fonder sur des accords programmatiques pour imposer une définition de la gauche par les contenus sans figer les clivages. Ce deuxième choix laisse la question tactique ouverte : les alliances dépendent à chaque fois du contexte et du contenu de l'accord. Les alliances « à géométrie variable » en sont la conséquence nécessaire.

La stratégie des « deux gauches » a le mérite de la clarté : en faisant l'économie d'un débat tactique sans cesse renouvelé, elle permet une communication rapide et facilement lisible sur chaque scrutin. Dans un contexte où la médiatisation privilégie des contenus courts et simples, elle a donc une efficacité certaine. Mais elle prend le risque de reproduire une vision de la gauche – la division entre « gauche de gouvernement » et « gauche radicale » – faite d'abord pour exclure les forces les plus progressistes du pouvoir. Elle converge de fait avec la stratégie de Hollande et d'une partie des socialistes qui cherchent à refondre l'espace politique français pour rendre possibles les alliances au centre et créer une majorité nouvelle sur le modèle allemand ou anglo-saxon. Dans ce contexte, jouer la rupture, c'est courir le risque d'une marginalisation durable du PCF et plus largement de la gauche politique telle que nous l'entendons, voire d'une disparition de la gauche tout court.

A *contrario*, le PCF ne cesse d'affirmer son appartenance à la gauche et de refuser les qualificatifs d'extrême et de radical, pour mieux dire sa capacité à gouverner la France. Dans ce cadre, il fait le pari d'une stratégie du mouvement : ne pas figer les frontières pour, comme nous le répétons (trop) souvent « faire bouger les lignes ». Cela revient à mener la bataille idéologique sur les contenus pour construire les alliances les plus larges possibles. Cette stratégie n'a pas de traduction tactique évidente : chaque nouveau scrutin provoque un

nouveau débat et les choix d'alliance différent en fonction du contexte, de l'échelon, des programmes... L'intérêt stratégique de ce débat permanent est qu'il peut servir la construction de rapports de force, être l'instrument d'une redéfinition de la gauche sur la base des exigences populaires. Mais faute d'être correctement organisé ou d'être mené au bon niveau, il reste trop souvent interne aux structures du parti, et devient alors un facteur de division et de confusion.

Les événements récents qui ont bouleversé la gauche à l'échelle européenne semblent cependant confirmer la pertinence d'une stratégie du mouvement – ce qui n'enlève rien à la nécessité d'un immense effort de communication et d'organisation pour mener une telle stratégie efficacement. Les résultats des élections européennes, d'abord, montrent la forte solidarité des résultats du PS et du Front de gauche : il n'y a pas deux gauches se disputant l'hégémonie,

Tony Blair devient le théâtre d'un combat politique de fond, qui ne sera pas sans conséquence sur les partis socialistes européens. Voilà qui doit nous mettre en garde contre toute vision figée de l'espace politique. Loin d'être un espace à deux dimensions divisé par une ligne de front claire, il est multiple, mouvant, dynamique : y tracer des frontières, c'est prendre le risque d'avoir toujours un temps de retard ; tâchons plutôt d'en orienter le mouvement.

VOULONS-NOUS ÊTRE DE GAUCHE ?

Le PCF est ainsi pris entre deux feux : pour le PS comme pour le PG, la refondation de la gauche passe par sa division et par la marginalisation durable de l'une des « deux gauches ». Face aux offensives récurrentes qui réduisent la vie politique à l'opposition entre droite et gauche et tentent d'exclure le PCF de la gauche et par conséquent du pouvoir, et comparée à la stratégie de rupture du PG, la stratégie du PCF peut

« L'articulation d'une stratégie de construction majoritaire à gauche et du maintien d'une ambition communiste de transformation de la société est complexe à réaliser. »

mais une gauche faisant de manière homogène les frais de la politique gouvernementale. C'est aussi ce que montre un sondage récent mené dans un électorat traditionnellement attaché à la gauche, les enseignants : la grave déception et la colère provoquées par la politique de François Hollande ne profiteraient pas, en cas de nouvelle élection présidentielle, à Jean-Luc Mélenchon (seul candidat du Front de Gauche testé) ou à EELV, mais à François Bayrou. Déçus par le PS, c'est vers la droite – la partie de la droite qui s'adresse encore à eux – que se tournent les enseignants. Par ailleurs, les évolutions de la lutte contre l'austérité en Europe depuis la victoire de Syriza en Grèce révèlent l'instabilité des frontières, les possibilités de mouvement à gauche. Syriza a été à l'avant-garde de ce combat. Mais aujourd'hui, c'est avec Arnaud Montebourg que Yanis Varoufakis lance un « réseau des progressistes européens ». Enfin, l'élection de Jeremy Corbyn à la tête du Labour donne à réfléchir. Elle montre que rien n'est figé, qu'il n'y a pas de « droitisations » sur laquelle il ne serait pas possible de revenir. Le parti de

sembler essentiellement défensive. Il s'agit de revendiquer notre appartenance à la gauche, aussi bien par la réactivation des références historiques au Front populaire et au programme commun que par l'emploi récurrent du mot « gauche » pour définir notre stratégie et notre projet, tout en tâchant d'en imposer une nouvelle définition. Mais quelle définition ? La force de nos choix stratégiques dépend ici étroitement de notre travail sur le projet. La référence à la gauche et à son histoire devient particulièrement présente dans le discours du PCF après 2002 et l'échec de la gauche plurielle. En 2004, la liste soutenue par le PCF et conduite par Marie-George Buffet aux élections régionales en Île-de-France se présente sous l'étiquette « gauche populaire et citoyenne ». Le texte de projet proposé aux discussions du 33^e Congrès du PCF en 2006 affirme : « Les propositions que nous avançons visent à relever ce défi : battre la droite pour engager une politique de gauche réussie [...] Nos propositions sont constituées de quatre grands chantiers de réformes, quatre engagements fondateurs d'une nouvelle politique, quatre piliers à nos

yeux indissociables d'une nouvelle crédibilité pour une politique réellement à gauche ». Le projet du PCF est ainsi défini comme un projet « de gauche » et même « vraiment de gauche » par opposition à une gauche qui déçoit parce qu'elle se trahit. On a vu ce que cette rhétorique a d'illusoire (la vraie gauche n'existe pas) : elle participe cependant d'une bataille pour s'intégrer à la gauche et pour la définir. Le mot « communiste », quant à lui, n'apparaît jamais pour qualifier le projet proposé par le 33^e Congrès. Dans un premier temps, la bataille pour imposer une définition de la gauche et y (re)conquérir une place centrale s'est donc faite au détriment du travail sur le projet communiste. La position du PCF s'est trouvée affaiblie d'autant : pour donner un contenu de classe à la notion de gauche, encore faut-il avoir un projet communiste ! Plus récemment, le glissement d'une stratégie de « fronts de lutte, de propositions et d'action », c'est-à-dire d'une stratégie de rassemblements à géométrie variable sur des contenus, à la constitution du Front de gauche a encore une fois fait passer le projet au second plan pour nous enfermer dans un débat sur les frontières de la gauche.

La revendication de la place du PCF à gauche a alors pu susciter des inquiétudes légitimes. Être de gauche, n'est-ce pas renoncer à être communiste ? S'agit-il de prendre la place d'un PS en voie de droitisation ? Au-delà des questions d'identité, cette stratégie défensive fait en effet l'impasse sur une question centrale : celle de savoir non pas si nous sommes de gauche (question dont on a vu qu'elle a bien peu de sens au regard de l'histoire et des conflits qui la traversent) mais si nous voulons être de gauche. Autrement dit, est-il encore efficace, en matière de mobilisation et de conquête du pouvoir, de se réclamer de la gauche ?

Ce choix pose en effet au moins deux problèmes. Le premier, c'est celui du projet. L'articulation d'une stratégie de construction majoritaire à gauche et du maintien d'une ambition communiste de transformation de la société est complexe à réaliser. À l'heure actuelle, ni *Die Linke* en Allemagne, ni *United Left* au Royaume-Uni, pour prendre deux exemples de forces proches du PCF et qui se réclament de la « gauche », ne semblent y être arrivés. La construction d'un programme « de gauche » se contente le plus souvent de reprendre à son compte les ambitions trahies de la social-démocratie, et peine à trouver les propositions capables de faire levier vers un changement de société.

Le deuxième problème posé par la revendication d'appartenance à la gauche est celui de la base sociale du PCF : voulons-nous être la gauche, c'est-à-dire au mieux une grosse moitié de la population (puisqu'il n'y a de gauche que par opposition à une droite), ou bien les 99 %, comme l'affirmaient les indignés ? Comment traitons-nous tout ce qui, dans le débat démocratique, échappe au clivage entre droite et gauche, et notamment l'abstention ? Cette question a été posée de manière particulièrement aiguë au moment de la victoire du « Non » au Traité constitutionnel européen, en 2005. Portons-nous la voix et le mécontentement de tous ceux qui ont dit « non » – avec l'idée qu'il s'agit d'un vote de classe, et l'ambition de le faire déboucher sur un projet de progrès pour la France et pour l'Europe – ou réduisons-nous notre

imposer l'idée que cette alliance au centre était contre-nature. Cette bataille a eu pour effet à la fois de repousser (au moins temporairement et dans la plupart des communes) l'alliance au centre et d'imposer une définition de la gauche fondée sur des critères de politique économique : opposition au néo-libéralisme, répartition plus juste des richesses... De la même manière, lorsque les communistes parisiens s'allient avec le PS aux municipales de 2014, les partisans de ce choix l'ont justifié en mettant en avant un accord sur la politique économique et sociale : la gauche, ce sont ceux qui refusent l'austérité, qui développent le logement social et les services publics... L'usage récurrent du slogan « quand on est de gauche... » participe lui aussi de cette bataille pour imposer une définition de la gauche :

« La priorité est, ce me semble, de rendre audible un projet communiste. Cela implique un travail de fond sur ce projet et sur son articulation avec ce que pourrait être un programme de gauche. »

base aux partisans d'un « non de gauche », quitte à passer sous la barre des 50 % ? Il ne suffit pas d'invoquer le « peuple de gauche » pour résoudre ce problème. Car rien n'assure que le peuple soit de gauche – à moins qu'il ne puisse l'être sans le savoir. L'accumulation des déceptions peut avoir fait de la gauche un « mot illusoire et repoussoir », comme l'affirme André Tosel, auquel il serait contre-productif de nous raccrocher.

QUAND ON EST DE GAUCHE... ON DÉFEND LA CLASSE OUVRIÈRE ?

On le voit, le problème qui se pose au PCF aujourd'hui est de passer à l'offensive : maintenir la référence à la gauche – si fréquemment revendiquée depuis au moins dix ans que son abandon serait sans doute très coûteux aujourd'hui – mais en menant la bataille pour lui donner un contenu de classe.

La revendication d'appartenance à la gauche s'est régulièrement accompagnée d'une bataille sur le contenu de cette notion. Lors des élections municipales de 2008, les communistes ont ainsi dû faire face à la volonté du PS de s'allier au second tour avec le MODEM. Le PCF a alors mené une intense bataille idéologique pour

« Quand on est de gauche, on vote non » déclarait Marie-George Buffet au début de la campagne contre le TCE en 2005. En 2014, après l'arrivée du PS au gouvernement et à l'occasion d'une marche unitaire contre l'austérité, le PCF lançait une série d'affiches : « Quand on est de gauche, on est du côté des salariés », « Quand on est de gauche, on taxe la finance ».

Cependant, cette bataille pour donner un contenu de classe à la gauche n'a donné à ce jour que des résultats limités. Il suffit pour s'en convaincre d'observer les votes des différentes forces politiques au parlement européen. Les questions de politique économique divisent la gauche. Au contraire, ce sont les questions sociétales qui activent le mieux le clivage droite/gauche. La gauche se rassemble pour la défense des libertés individuelles, pas pour celle des salariés. Les accords sur les questions de société se font le plus souvent à partir d'idéologies radicalement opposées, le communisme d'aujourd'hui rencontrant dans des combats communs le « libéralisme libertaire ». Dans ce contexte, la structuration du débat politique autour de l'opposition entre gauche et droite tend à faire disparaître le projet communiste, et à réduire le champ des possibles à

► une opposition entre un libéralisme libertaire et un libéralisme autoritaire, le dissensus sur les valeurs renforçant le consensus sur la structure du système capitaliste.

Comment sortir de ce piège ? La priorité est, ce me semble, de rendre audible un projet communiste. Cela implique un travail de fond sur ce pro-

jet et sur son articulation avec ce que pourrait être un programme de gauche. Il ne s'agit pas seulement – même si c'est évidemment nécessaire – d'un travail d'élaboration théorique : cette articulation est aussi, indissociablement, l'articulation entre une majorité sociale – les 99 %, la classe ouvrière – et une majorité politique – la gauche.

Elle implique donc aussi un immense travail d'organisation. Pour continuer à exister, nous devons sans tarder nous attaquer à ce double chantier. Les débats autour du texte *La France en commun* peuvent être le point de départ d'un tel travail. Nous gagnerions à en baliser les voies possibles dès le prochain congrès. ■

